



PREFECTURE DU JURA

**Arrêté préfectoral relatif à l'information  
des acquéreurs et des locataires de biens  
immobiliers sur les risques naturels et  
technologiques majeurs sur la commune  
de MACORNAY**

Arrêté DDT n°2011-391

**La Préfète du Jura  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

Vu le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-84 du 8 mars 2011 portant approbation de la liste des communes sur les territoires desquels s'appliquent l'obligation de l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral n°549 du 21 avril 2008 portant approbation du plan de prévention des risques inondations de la Somme et du ruisseau le Savignard

Vu l'arrêté préfectoral n°636 du 7 juin 1996 portant approbation du plan de prévention des risques mouvement de terrain de la Haute Somme

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Jura ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°2009-951 du 20 juillet 2009

#### Article 2 :

La liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques auxquels la commune de MACORNAY est exposée, sur tout ou partie de son territoire, est définie comme suit :

- Risque sismique (zone d'aléa Modéré)
- Risque naturel prévisible : inondation ( la Somme et du ruisseau le Savignard)
- Risque naturel prévisible : mouvement de terrain

#### Article 3 :

Dans le cadre de l'information des acquéreurs et locataires (IAL) de biens immobiliers situés sur la commune de MACORNAY, le dossier d'information est annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- a) une fiche comportant la mention des risques naturels et technologiques pris en compte ;  
b) la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer :

- décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.
- plan de prévention des risques inondations de la Somme et du ruisseau le Savignard approuvé le 21 avril 2008
- plan de prévention des risques mouvement de terrain de la Haute Somme approuvé le 7 juin 1996

- c) la cartographie des zones exposées de la commune de MACORNAY :

- extrait cartographique du niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune et fiche explicative précisant la nature du risque.
- extraits cartographiques du PPR inondation de la Somme et du ruisseau le Savignard et fiche explicative précisant la nature du risque
- extraits cartographiques du PPR mouvement de terrain et fiche explicative précisant la nature du risque

- d) adresse du site internet sur lequel est disponible la liste des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune ([www.prim.net](http://www.prim.net)).

La mise à jour du dossier d'information est instruite par la direction départementale des Territoires du Jura au regard des conditions mentionnées à l'article L 125.5 du code de l'environnement.

#### Article 4 :

Ce dossier est consultable à la mairie de MACORNAY, à la préfecture du Jura – SIDPC, à la sous-préfecture, à la direction départementale des Territoires du Jura.

Le dossier est accessible sur le site internet dédié ([www.jura.gouv.fr/ial](http://www.jura.gouv.fr/ial)) de la préfecture ([www.jura.gouv.fr](http://www.jura.gouv.fr)) et de la direction départementale des Territoires du Jura ([www.jura.equipement-agriculture.gouv.fr](http://www.jura.equipement-agriculture.gouv.fr)).

#### Article 5 :

Le présent arrêté s'applique à compter de la date d'entrée en vigueur du décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique, à savoir le 1er mai 2011.

#### Article 6 :